


CAI
SG
-Z004

Raymond
Public Relations

GET THE FACTS ABOUT...



PAROLE

 Solicitor General
Canada
Ministry
Secrétariat

Soliciteur général
Canada
Secrétariat
du Ministère



The Canadian federal corrections system is complex and, at times, difficult to understand, even for those who work within it on a day-to-day basis. Solicitor General Canada has produced this brochure to help you, step by step, find out what parole is all about, so that as an informed citizen, you can both understand and participate in the criminal justice system.

THE FIRST STEP

Let's clear up some misunderstandings

While Canadians are genuinely concerned and believe in the usefulness of parole for most types of offenders, there are some myths about the system that seem to persist in the public mind. Here are just a few:

MYTH no 1

Parole only benefits the offender.

By providing the offender with support and supervision, parole fulfils its *primary* purpose to protect society. Parole is a way of helping deserving inmates make a controlled return to society, and of significantly increasing an offender's chances for success in making that transition. It should also be remembered that parole in no way represents a shortening of an offender's sentence. It affects only the way a sentence is served.

MYTH no 2

Parole doesn't work.

Experience has demonstrated the opposite. The supervision and support provided through conditional release are clearly effective. In fact:

- On average, about 70 per cent of those released on full parole successfully complete their sentence in the community. About half of the remaining 30 per cent are returned to penitentiary short of committing a new offence.
- Nearly 82 per cent of those released on day parole meet the conditions of their release without incident.
- Nearly 100 per cent of those granted temporary absence honour the conditions of their release.

MYTH no 3

Parole is granted automatically with little regard for the offender's history.

The Parole Board is under no obligation to release any inmate at any time. When considering release, Board members must look at a number of factors, including the offender's criminal and psychiatric history, family history, efforts toward self-improvement and rehabilitation, and the environment to which the offender is returning. Most important, the Board must consider the level of risk an offender poses to the community and the long-term protection of society. If parole is granted, the Board has the power to suspend, revoke or terminate it and return the inmate to prison, should the level of risk become unacceptable or the inmate fails to meet the conditions of his release.

MYTH no 4

Almost all inmates are released on parole.

Over the past ten years, the percentage has been between 30 and 40 per cent of all federal inmates. On average, over half of the federal inmates released on full parole in 1986/87 had served at least 46 per cent of their sentence in penitentiary.

STEP TWO

Find out more!

Would you like to know more about parole or any other correctional issue? Get in touch with us! Solicitor General Canada has many publications and other resources, available free to the public, that can help you to both understand and be an active partner in the correctional process. Please contact us at any of the following addresses:

Communications Group
Ministry Secretariat
Solicitor General Canada
340 Laurier Avenue West
Ottawa, Ontario K1A 0P8
(613) 990-2744

Communications Branch
The Correctional Service of Canada
340 Laurier Avenue West
Ottawa, Ontario K1A 0P9
(613) 992-8420

Communications Division
The National Parole Board
340 Laurier Avenue West
Ottawa, Ontario K1A 0R1
(613) 995-1308

STEP THREE

Get involved!

Crime is a community problem. Crime prevention and corrections are community issues. There are many ways that you can be involved in the criminal justice system in your community. Participate in crime prevention programs. Find out what social problems in your neighbourhood contribute to the crime problem - they can range from drugs to a lack of programs for youth and illiteracy - and devote some time to addressing them through volunteer organizations and community groups. The more involved you become, the more knowledgeable you'll be about what makes the system work and what you can do to contribute to its effectiveness.

CE QU'IL FAUT SAVOIR SUR ...

LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE



Soliciteur général
Canada
Solicitor General
Canada
Secrétariat
du Ministère
Ministry
Secretariat

Canada

Le système correctionnel fédéral est complexe et, parfois, difficile à comprendre même pour les plus proches intervenants. Le ministre du Solliciteur général du Canada a produit cette brochure pour mieux vous renseigner sur les services correctionnels communautaires. Vous pourrez ainsi comprendre comment fonctionne le système de justice pénale et y prendre une part active.

MYTHES ET RÉALITÉ

Les Canadiens s'intéressent véritablement à la libération conditionnelle et croient en son utilité pour la plupart des détenus. Toutefois, certains mythes semblent persister dans l'esprit du public. En voici quelques-uns:

1^{er} MYTHE

La libération conditionnelle profite uniquement à l'infacteur.

En assurant au libéré conditionnel la surveillance et l'appui nécessaires, la libération conditionnelle remplit son rôle premier, qui est de protéger la société. Il s'agit d'une façon d'aider les détenus qui le méritent à réintégrer la société et d'accroître considérablement leurs chances de succès. Il faut préciser que la libération conditionnelle ne change en rien la durée de la peine, mais simplement la façon dont elle est purgée.

2^e MYTHE

La libération conditionnelle ne donne pas de bons résultats.

L'expérience prouve le contraire. La surveillance et le soutien assurés dans le cadre de la libération conditionnelle sont manifestement efficaces. En fait:

- En moyenne, quelque 70% des détenus en liberté conditionnelle totale purgent sans problème le reste de leur peine dans la collectivité. Environ la moitié de ceux qui reprennent le chemin de la prison sont réincarcérés pour des motifs autres que la récidive.
- Près de 82% de ceux qui jouissent d'une semi-liberté observent les conditions auxquelles ils sont assujettis.
- Presque la totalité des détenus bénéficiant d'une permission de sortir en respectent les modalités.

3^e MYTHE

La libération conditionnelle est accordée automatiquement, peu d'importance étant attachée aux antécédents du détenu.

La Commission nationale des libérations conditionnelles n'est jamais tenue de libérer un détenu. Avant de prendre une décision, les commissaires examinent de nombreux facteurs, dont le passé criminel et psychiatrique du détenu, ses antécédents familiaux, sa volonté de s'améliorer et de se réadapter, et le milieu qu'il réintégrera. Mais par-dessus tout, la Commission doit prendre en considération le risque que le détenu représente pour la collectivité et la menace pouvant peser à long terme sur la société. Lorsque la libération est accordée, la Commission a toujours le pouvoir de la suspendre, de la révoquer ou d'y mettre fin pour réincarcérer le détenu, si le degré de risque devient inacceptable ou si les modalités de la liberté ne sont pas respectées.

4^e MYTHE

Presque tous les détenus obtiennent une libération conditionnelle.

Depuis dix ans, le pourcentage de libérés conditionnels se situe entre 30 et 40 % de tous les détenus sous responsabilité fédérale. En moyenne, plus de la moitié des détenus sous responsabilité fédérale qui ont obtenu une libération conditionnelle totale en 1986-1987 avaient purgé au moins 46 % de leur peine en établissement carcéral.

POUR EN SAVOIR PLUS ...

Aimeriez-vous en savoir plus sur la libération conditionnelle ou sur d'autres questions touchant le secteur correctionnel? Nous sommes là pour vous renseigner! Le ministre du Solliciteur général du Canada met gratuitement à votre disposition de nombreuses publications et diverses sources d'information qui peuvent vous aider à comprendre le processus correctionnel et à jouer un rôle actif. Vous pouvez nous atteindre à l'une des adresses suivantes:

Groupe des communications
Secrétariat du Ministre Solliciteur général Canada
340 ouest, av. Laurier, Ottawa (Ontario) K1A 0P8
(613) 990-2744

Direction des communications
Service correctionnel du Canada
340 ouest, av. Laurier, Ottawa (Ontario) K1A 0P9
(613) 992-8420

Division des communications
Commission nationale des libérations conditionnelles
340 ouest, av. Laurier, Ottawa (Ontario) K1A 0R1
(613) 995-1308

APPEL À TOUS!

Puisque la criminalité est un problème qui concerne tout le monde, la prévention du crime et les services correctionnels sont également l'affaire de chacun. Il y a bien des façons d'intervenir dans le système de justice pénale au sein de votre collectivité. Participez aux programmes de prévention du crime. Trouvez quels problèmes sociaux sont sources de criminalité dans votre voisinage — usage de drogues, manque de programmes pour les jeunes, analphabétisme — et aidez à les combattre en vous joignant à des organismes et à des groupes communautaires. Plus vous vous intéresserez au système, plus vous saurez comment il fonctionne et comment vous pouvez l'améliorer.